

G. Davoust (H. Chazé) – P. Souyri – D. Guérin – *Wildcat*

Retours sur la Révolution espagnole

1962-1987



La Bataille socialiste

<http://bataillesocialiste.wordpress.com>

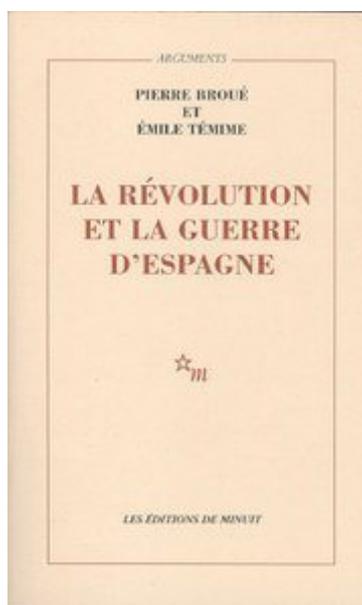
Table des matières

| | |
|--|----|
| La Révolution et la Guerre d'Espagne (Chazé, 1962) | 3 |
| Notes de lectures de Paz et Broué (P. Souyri, 1974)..... | 7 |
| Préface à Chronique de la Révolution espagnole (Chazé, 1978) | 9 |
| Note introductive à Espagne 1936-1937: la guerre dévore la révolution (D. Guérin, 1986)..... | 16 |
| Les collectivisations espagnoles (Wildcat, 1987)..... | 17 |

La Révolution et la Guerre d'Espagne

(Chazé, 1962)

Note de lecture par Henri Chazé de *La Révolution et la Guerre d'Espagne*, de Pierre Broué et Emile Témime (Minuit) dans *I.C.O.* n° 8 (mai 1962).



Comme nous avons eu l'occasion de le dire dans une récente présentation de ces "Notes de lecture" notre principal souci outre la critique de quelques livres d'actualité, est de signaler aux camarades les bouquins qui, à notre avis, peuvent être considérés comme livres de base. Celui de P. Broué et Témime en est un justement.

Tranquillisons tout de suite les copains qui pourraient voir quelque prétention dans l'opinion exprimée sur cet ouvrage. Si nous nous permettons de porter un tel jugement, c'est simplement parce que nous avons suivi, nous pourrions même dire, écu, les événements d'Espagne, avec un maximum d'informations de contacts, de liaisons, et que d'autre part, notre position fut à l'époque toujours élaborée collectivement, nationalement et internationalement. Nous avons par la suite beaucoup discuté avec nos camarades espagnols réfugiés. Mais la guerre mondiale est venue. Depuis, nous attendions un livre comme celui-ci. Il nous apporte une documentation riche et sobre à la fois. Tout ce qu'il faut pour tirer les enseignements de la Révolution espagnole. Car si les auteurs ont fait un bon boulot d'historien, il n'en reste pas moins que le ou les livres consacrés aux enseignements de cette Révolution sont encore à venir. P. Broué n'a fait qu'amorcer cette tâche, mais comme nous le verrons, ses observations constituent une excellente base de départ.

Bien sûr, l'ouvrage de P. Broué et E. Témime n'est pas parfait. Eux-mêmes dans leur introduction nous indiquent le principal défaut du livre dont le titre est d'ailleurs le reflet: "Révolution" et "Guerre d'Espagne". Les deux sujets sont traités presque séparément mais cela ne nuit pas tellement à la compréhension, puisqu'il s'agit réellement de deux sujets différents bien qu'inséparables. Regrettons seulement que la partie du livre consacrée à la "Guerre" soit encombrée de récits et même de plans de batailles, ainsi que de considérations militaires, dont on se serait volontiers passé, ce qui déséquilibre encore davantage le bouquin. Toutefois, cette partie tire son intérêt du fait qu'elle permet de placer le conflit espagnol dans la situation internationale de l'époque, caractérisée par l'évolution rapide vers la

deuxième guerre mondiale. Disons tout de suite pour en terminer avec le sujet "Guerre d'Espagne" que le seul problème militaire pouvant intéresser les révolutionnaires est à peine esquissé. Nous voulons parler de l'opposition fondamentale des stratégies et méthodes de lutte, opposition exprimant le caractère de classe des forces antagonistes. Cela peut évidemment paraître facile à dire, après les exemples du Viet-Minh et même du FLN, lesquels ont pu opposer victorieusement leur stratégie à celle de leur adversaire. Mais bien avant 1936, nous avons discuté de ces questions avec de nombreux camarades, émigrés de l'Europe centrale qui cherchaient à tirer les leçons des échecs subis. Et l'enseignement qui en ressortait était que les opérations "militaires" devaient à tout prix conserver le caractère de guerre civile, de combat révolutionnaire. Sachons gré à E. Témine d'avoir souligné les épisodes de la guerre d'Espagne où l'application de ce principe permit quelques succès.

Dans la partie du bouquin consacrée à la "Guerre d'Espagne" est évidemment traitée la question du rôle de la Russie. P. Broué est également amené à en parler en ce qui concerne la "Révolution". Les explications des deux auteurs nous paraissent bien faiblardes, même lorsqu'ils parlent de raisons de politique intérieure russe (page 3470). En effet l'intervention des Russes en Espagne est présentée par eux comme un contrepoids aux mesures contre-révolutionnaires, qui allaient d'accélérer en Russie à l'époque, alors que l'intervention des Russes visait à l'étranglement de la Révolution en Espagne et n'était donc que la conséquence logique du processus contre-révolutionnaire constaté en Russie. A l'époque nous écrivions: "En intervenant en Espagne comme elle le fait, la bureaucratie russe défend sa peau." Environ dix ans plus auparavant, Staline avait livré les communistes chinois à Tchang-Kai-Chek (voir *Condition humaine* de Malraux). Shanghai, Espagne, Budapest. La nouvelle classe dominante de Russie se défend contre la Révolution prolétarienne. Et nous pensons que P. Broué ne nous contredira pas lorsque nous insistons sur ce caractère contre-révolutionnaire de l'intervention des Russes en Espagne, lui qui, dans les chapitres politiques du livre fait apparaître assez clairement le rôle des Russes et des communistes espagnols.

Ces considérations nous amènent à la partie la plus intéressante du bouquin, celle qui traite de la Révolution espagnole.

Les étapes de celle-ci sont très bien marquées. Nous verrons que de ce fait, P. Broué nous fournit là une contribution importante à l'étude plus générale que serait celle de la dynamique des mouvements révolutionnaires. En somme, la Révolution espagnole a duré de juillet 1936 à Mai 1937. Après n'en parlons plus.

Insistons sur le fait que P. Broué a su donner toute leur signification aux journées de Mai 1937 qui sonnèrent le glas de la Révolution. De même l'auteur a donné tout son sens à la période cruciale d'octobre 1936 qui aurait déjà pu marquer la fin de la révolution s'il n'y avait eu au cours de l'hiver 1936-37 un vigoureux réveil des forces révolutionnaires à la base, et même dans les organisations où des tendances de gauche apparaissent et se développent.

Essayons de caractériser ces étapes de la révolution que P. Broué distingue avec netteté:

- de juillet à fin septembre, période révolutionnaire; tout ce qui représente le pouvoir bourgeois est détruit ou disloqué.
- tournant d'octobre: les organisations ouvrières syndicales et politiques composent avec les organismes du pouvoir bourgeois républicain, ressuscités ou réveillés. Alors commence la liquidation de toutes les prérogatives des comités de base, en ville, à la campagne, ou au front.

"la formation du Conseil de la Généralité avec le soutien de la CNT et du POUM est en

réalité l'arrêt de mort du pouvoir des Comités. Le 1^o Octobre, le Comité Central des milices se dissout et adhère par un manifeste, à la politique du nouveau gouvernement. Le 9, un décret pris en Conseil, avec l'approbation de Nin et des ministres de la CNT, dissout, dans toute la Catalogne "les comités locaux, quel qu'en soient le nom ou le titre, et tous les organismes qui ont pu être constitués pour abattre le mouvement subversif" ... (p. 185).

- hiver 1936-37: Réactions parfois très vives des Comités. Formation de tendances de gauche dans les organisations politiques et syndicales, notamment chez les jeunes. Pression russe de plus en plus accentuée.

L'épreuve de force qui couvait depuis mars-avril (voir p. 256, "situation explosive") se produit au début de mai, à Barcelone. Les travailleurs maîtres de la ville pendant quelques jours, sont écrasés. La CNT et le POUM qui n'ont pas voulu prendre la responsabilité du mouvement, paieront cher cette dérobaie [*]. A Madrid, l'épreuve de force tarde un peu, mais le 15 Mai, Caballero cède la place à Negrin. Les Russes ont gagné.

Après, c'est l'étranglement définitif et rapide de la révolution: liquidation physique et politique de tout ce qui pouvait rappeler la période juillet-octobre 1936. De tous ces événements, P. Broué en fait l'histoire et la fait bien.

Autre grand intérêt du travail de P. Broué: l'auteur en effet nous explique ce qu'étaient les organismes de base nés de l'insurrection contre Franco (plus souvent Comités d'entente entre organisations politiques et syndicales que véritables Conseils ou Soviets [**]) et pourquoi les:

"Comités cessèrent d'être de véritables organismes révolutionnaires faute de se transformer en expression directe des masses soulevées" [**]

Il faudrait citer en entier les pages 168 et 169.

L'auteur nous dit "qu'au fur et à mesure qu'on s'éloigne des journées révolutionnaires et de l'exercice du pouvoir dans la rue, par les travailleurs en armes, ... l'influence des appareils des partis et syndicats devient prépondérante".

Cela devait mener en octobre, non à un gouvernement émanant des Conseils et Comités, mais à l'appareil d'État reconstitué, grâce aux partis et syndicats.

Il y a dans ces quelques très bonnes pages de P. Broué, un des enseignements essentiels à tirer de la Révolution espagnole. Partis et syndicats, et notamment leurs appareils, précise l'auteur, ont en quelque sorte contrôlé très vite ces Comités de base spontanément créés par les travailleurs. Ils en ont très vite faussé la vie et le dynamisme créateur. En les coiffant par des ententes d'appareils opérant à tous les échelons, ils ont annihilé tout ce qu'il y avait de vivifiant dans les Comités de base. Que pourrions-nous en conclure? Qu'il y ait des partis petits et grands, des syndicats, des tendances de groupuscules, de grands journaux "ouvriers", des feuilles de choux et des bulletins semi-confidentiels, c'est la réalité d'avant tout grand mouvement et cela reste la réalité pendant. Mais pour que le mouvement garde son dynamisme et que l'effort créateur et révolutionnaire des travailleurs puisse s'exercer à plein, il est nécessaire que ceux-ci restent souverains. Pas seulement au sein des Comités de base, mais à tous les échelons de l'organisation de la nouvelle société, échelons qui s'organisent au cours de la lutte révolutionnaire. S'il faut avoir recours aux "appareils", c'est foutu d'avance. Tout est à créer.

Revenons au travail d'histoire de P. Broué.

Ce travail donne aux lecteurs tous les éléments pour étudier le comportement des organisations ouvrières, syndicales et politiques. Nous avons parlé du rôle contre-révolutionnaire des communistes. Il faudrait aussi analyser les raisons de la faillite des anarchistes de la FAI et des syndicalistes de la CNT, devant les problèmes du pouvoir ouvrier. Nous nous souvenons que fin août 36, Federica Montseny, au cours d'un entretien, nous parle d' "anarchisme d'État". Nous en eûmes le souffle coupé. Cet "anarchisme d'Etat" devait par la suite mener très loin les Montseny et Garcia Oliver. Il faudrait enfin parler du POUM, de son opportunisme, de ses velléités, de sa liquidation au lendemain des journées de mai. L'histoire du POUM est toute entière résumée par l'histoire tragique d'Andrés Nin: du Ministère de la Justice à l'exécution par le Guépéou. Les erreurs se payent cher.

Comme l'a fait P. Broué, nous n'oublions pas, et pour cause, les tendances de gauche qui se développèrent tant au sein des organisations anarchistes qu'à l'intérieur du POUM. Nous fûmes à l'époque en contact avec de nombreux camarades appartenant à ces mouvements. Nous avons même espéré qu'ils parviendrait à conjuguer leurs efforts avant le printemps de 1937. Ils n'en eurent pas le temps. Mais Jeunesses et gauche du POUM, Jeunesses libertaires et Amis de Durruti, tous ont pris leurs responsabilités pendant les journées de Mai, alors que les appareils flanchaient. C'est ce qui reste de ce qu'ils ont écrit qui, à notre avis, peut surtout servir de base au bouquin qui reste à écrire sur les enseignements de la révolution espagnole.

Nous concluons par une suggestion: pourquoi P. Broué ne s'attèlerait-il pas à ce travail!

Notes:

[*] Mettre sur le même plan dans cette phrase la CNT et le POUM (qui fit une offre à la CNT et renonça après que celle-ci eût appelé au cessez-le-feu, à poursuivre sans et contre elle, parmi des ouvriers désorientés) est un raccourci assez injuste. Même les critiques les plus sévères du POUM reconnaissent que c'est d'abord la CNT qui porte la responsabilité de cette "dérobade". Gorkin avait déclaré à la réunion commune CNT-POUM du 3 mai au soir: "*ou bien nous nous mettons à la tête du mouvement pour détruire l'ennemi intérieur, ou bien le mouvement échoue et c'est nous qui serons détruits*". La "dérobade" du POUM ne se posait pas dans les mêmes termes que pour la CNT, car c'était devenu: faut-il appeler à la poursuite des combats de façon minoritaire? (Note de la BS)

[**] C'est un point développé par G. Munis dans *Leçons d'une défaite, promesse d'une victoire*.

Notes de lectures de Paz et Broué (P. Souyri, 1974)

Paru dans les *Annales* (vol. 29, N°1, janvier-février 1974)

A. PAZ, *Durutti. Le peuple en armes*, Editions de la Tête de Feuilles, Paris, 1972, 551 p.

Le gros livre qu'A. Paz a consacré à Durutti n'est certes pas exempt des défauts souvent inhérents à ce genre difficile qu'est la biographie. A. Paz s'est borné à raconter son héros de sa naissance à sa mort sans beaucoup s'inquiéter de construire la psychologie du personnage dont on perd d'ailleurs quelque peu la trace parmi les développements trop longs consacrés à l'histoire tout entière du mouvement révolutionnaire espagnol. Il était sans doute nécessaire de cadrer le portrait mais pas au point de le faire parfois disparaître.

S'il ne nous renseigne que très insuffisamment sur l'homme que fut Durutti et sur ses motivations, A. Paz a par contre fait resurgir la figure du militant en soulignant la position spécifique qu'il occupe dans les rangs de la C.N.T. Durutti appartient à une génération qui a été marquée par la révolution russe. Avec ses camarades des groupes « Solidarios » et « Nosostros » il se distingue des autres anarchistes par sa conviction qu'une avant-garde combattante solidement organisée doit ouvrir la voie à l'action révolutionnaire des masses. Cet ouvrier autodidacte, médiocrement cultivé, n'est sans doute ni un grand politique ni un théoricien et il n'y prétend pas.

Mais, avec un caractère d'une trempe exceptionnelle, il est un redoutable homme d'action. Organisateur de grèves dures et de « hold-up » destinés à remplir les caisses des syndicats, animateur de groupes qui rendent coup pour coup aux « pistoleros » patronaux, mêlé de près ou de loin aux attentats les plus retentissants qui nourrissent l'actualité espagnole des années vingt, Durutti n'échappe à la police qu'en s'exilant. A Paris d'abord où il participe à une effarante tentative d'infiltrer des guérilleros en Espagne à travers les Pyrénées, en Amérique latine ensuite où, en compagnie de Ascaso, il multiplie des exploits dignes d'un Zorro, puis de nouveau en Europe où il est partout indésirable. Lorsqu'en 1937 la chute de la monarchie lui permet enfin de revenir en Espagne, un nouveau personnage surgit. Le bandit politique devient un organisateur efficace et un orateur écouté qui inlassablement dénonce les politiciens réformistes et appelle les masses à l'auto-organisation et à l'action directe. Les actions entreprises par Durutti et le groupe de la F.A.I. ne sont pas toujours judicieuses. Ces hommes qu'on a qualifiés d'anarcho-bolcheviks sont en réalité souvent incapables d'apprécier avec exactitude le rapport des forces et les actions insurrectionnelles de 1933 et même de 1934 sont durement payées. Mais à leurs yeux le bilan reste positif : le fossé s'est creusé entre la République et les travailleurs et sous les coups de feu de la « guardia civil » et de l'armée se sont formés des noyaux combattants, ceux-là mêmes qui entraîneront les masses dans une résistance exceptionnellement dure au coups d'État militaires.

Juillet 1936 où les militants de la F.A.I. jouent un rôle décisif dans l'écrasement du putsch en Catalogne, fait de Durutti un homme de guerre qui prend la tête d'une colonne sur le front de Saragosse. Mais alors commence la tragédie de l'anarchiste qui va essayer de concilier les principes d'une organisation non autoritaire avec les nécessités de la guerre. Contre les partisans de la militarisation des milices, Durutti a voulu faire la preuve, sur le front d'Aragon, puis dans les combats de Madrid, que ses principes d'organisation révolutionnaire de la guerre étaient valables. Mais en réalité l'expérience faite par la colonne Durutti ne permet guère de trancher le débat. Le front d'Aragon a été tenu en dépit d'une pénurie dramatique de matériel mais il n'y a pas eu de bataille de grande envergure. Sur le front de la Cité Universitaire la colonne Durutti est décimée après une semaine de combats terribles et elle a, somme toute, tenu aussi bien que les autres troupes.

Faut-il suivre P. Broué, D. Desanti et H. Thomas lorsqu'ils avancent que Durutti aurait été abattu le 21

novembre 1936 par des hommes de sa propre colonne mécontents de la discipline qu'il leur imposait malgré tout ? A. Paz a longuement rouvert le dossier de l'assassinat de Durutti, et il fait apparaître, qu'aujourd'hui encore, personne, ne sait réellement qui est responsable de cette mort.

Pierre SOUYRI

P. Broué, *La révolution espagnole 1931-1939*, « Questions d'histoire », Flammarion, Paris, 1973, 190 p.

L'interprétation que, dans son précédent ouvrage, P. Broué avait donnée de la révolution espagnole était suffisamment élaborée et solide pour qu'il ne lui soit pas nécessaire d'y apporter d'importants remaniements et, à quelques détails près, il la reproduit ici sous une forme raccourcie.

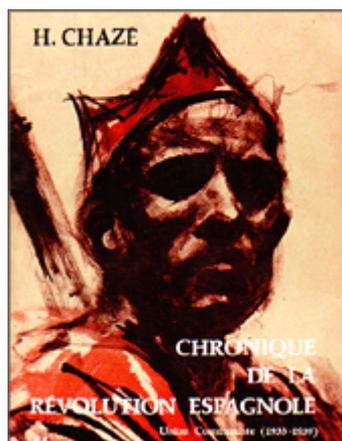
Ce raccourcissement lui a cependant imposé des choix qui ne sont pas tous indiscutables. On regrette en particulier qu'il n'ait pas réservé une place plus grande, même si c'était pour en montrer les limites, aux expériences de collectivisation entreprises par les anarchistes. A l'égard de ces derniers, P. Broué d'ailleurs n'est pas toujours d'une objectivité à toute épreuve. L'expérience espagnole a, certes, cruellement fait apparaître les carences de l'anarchisme et peut-être même démontré sa faillite. Mais fallait-il pour autant qualifier les anarchistes espagnols de « révolutionnaires du verbe » ? Ce vieux cliché « marxiste-léniniste » ne paraît guère d'un usage légitime lorsqu'on l'applique à des hommes qui ont joué un rôle de premier ordre dans le déclenchement de la révolution et bouleversé les structures sociales des villes catalanes et de l'Aragon. On peut surtout faire des réserves sur les pages que P. Broué a consacrées à la politique de Staline et des communistes espagnols. Non pas que le rôle déterminant joué par les hommes du Komintern dans la liquidation des conquêtes de la révolution de 1936 puisse être sujet à contestation. Ce qu'écrit P. Broué à ce propos est solidement établi et depuis longtemps. Mais que voulait faire Staline ? G. Munis et plus récemment J. Gorkin ont essayé de montrer que la politique du Komintern en Espagne constituait la première tentative d'établir une démocratie populaire. On regrette que P. Broué n'ait pas jugé à propos de discuter cet important problème d'interprétation.

Le nouveau livre de Broué est cependant loin de manquer d'intérêt et notamment parce qu'il apporte une foule de précisions sur l'état actuel de la recherche et qu'il indique tout ce qu'il reste encore à faire pour atteindre à une connaissance minutieuse de cette période de l'histoire d'Espagne. Depuis plus de dix ans les publications – ouvrages généraux, mémoires, documents divers – concernant la révolution espagnole se sont multipliées : dans sa bibliographie P. Broué en recense vingt-six qui sont postérieures à son premier livre. Pourtant, bien des choses demeurent mal connues : les secrets de l'appareil du Komintern restent soustraits à la recherche, on ne sait pas exactement quel rôle jouèrent par exemple des hommes comme Togliatti ou Marty, et une histoire approfondie des partis ouvriers espagnols reste à faire, celle en particulier des diverses tendances de la gauche socialiste et surtout celle des courants qui se rencontrèrent ou s'opposèrent dans le P.O.U.M.

Pierre SOUYRI

Préface à *Chronique de la Révolution espagnole*

(Chazé, 1978)



Après quarante années de franquisme, les travailleurs espagnols ont commencé à affronter les pièges de la démocratie bourgeoise dans un contexte de crise économique et sociale mondiale. Cette crise affecte plus particulièrement les pays moyennement industrialisés comme l'Espagne, qui, au surplus, connaît depuis la mort de Franco, une phase de transformation de ses structures politiques et sociales. Ce processus de transformation doit, en principe, permettre aux capitalistes espagnols, et étrangers implantés en Espagne, de mieux encadrer les travailleurs afin de leur imposer les sacrifices nécessaires pour maintenir les produits de l'industrie compétitifs... et les profits des possédants bien juteux. Cet encadrement est déjà bien avancé, mais parviendra-t-il à ses fins ? La lutte de classe ne se laisse pas piéger durablement... à condition toutefois que les travailleurs tiennent compte des enseignements des luttes passées.

C'est pour les aider à briser la camisole de force de l'encadrement que nous publions cette chronique de la révolution de 1936-37. Chronique constituée par les articles parus dans « L'Internationale », journal puis revue de l'Union Communiste, dont nous rappellerons ce qu'elle fut de 1933 à 1939.

Mais d'abord, pourquoi cette Chronique plutôt qu'un livre ? Tout simplement parce qu'une chronique permet de revivre les événements dans leur déroulement, leurs enchaînements et leur dynamique. En plus, cette chronique fait part des critiques possibles sur le moment, ainsi que des premiers enseignements formulés à chaud.

On pourra nous reprocher que ces critiques s'accompagnaient de conseils. Mais n'était-ce pas le devoir de militants révolutionnaires internationalistes qui vivaient la lutte de nos camarades espagnols après avoir vécu la grande tromperie du Front Populaire en France ? D'autre part, en plus de liaisons directes, notre revue était lue en Espagne dans les milieux syndicalistes, anarchistes et poumistes, qui nous envoyaient journaux et documentation, dont il est fait mention dans les articles de notre chronique.

Écrire un livre ou même simplement une brochure, nous en avons eu l'intention en 1939... à la veille de la guerre. Trop tard donc, mais trop tôt aussi car la rédaction d'un livre demandait plus de recul. Après la guerre, l'Union Communiste n'existait plus et d'autres activités nous absorbèrent. D'ailleurs les livres sur la révolution espagnole n'ont pas manqué. Vernon Richards y consacre une cinquantaine de pages au début du sien (*Enseignement de la Révolution espagnole*, édition française – 10/18 n° 923). La liste de ces livres est impressionnante, mais beaucoup sont fragmentaires (étude du rôle des organisations ou d'aspects particuliers), d'autres sont des plaidoyers – Vernon Richards signale

comme étant « la meilleure œuvre générale sur la guerre civile » le livre de Broué et Ténine. C'est aussi mon avis. Il signale encore les trois gros volumes de Peirats sur la C.N.T. Il y en a sûrement quelques autres qu'il faudrait lire, notamment ceux consacrés aux journées de mai 37. En ce qui concerne les Chroniques, il faut signaler celles de mes regrettés camarades et amis Nicolas Lazarevitch (dans la « Révolution Proletarienne », plus quelques articles dans « Le Réveil Syndicaliste », organe des Cercles Lutte de Classe – 1938 et 39) et André Prudhommeaux (« Terre Libre » et « Espagne Nouvelle »). Ces chroniques ne sont pas publiées, pas du tout pour celles d'André Prudhommeaux, mais partiellement pour Nicolas L., encore que les articles en soient présentés groupés par question et pas chronologiquement (*A travers les révolutions espagnoles*, Poche-Club – 1972).

Les articles de ces deux camarades sont tout aussi critiques que les nôtres, mais présentent l'intérêt d'avoir été écrits, les uns par un syndicaliste révolutionnaire, les autres par un anarchiste. Notre chronique, provenant de marxistes, suscitait quelque méfiance de la plupart des anarchistes, dont on connaît l'allergie viscérale envers le marxisme. Heureusement pas tous. C'est ainsi qu'à ses camarades de « Freedom » à qui elle proposait de lire « L'Internationale », Marie-Louise Berneri répondait : « Marxistes ou non, ce sont des faits et c'est ce que nous voulons sur la révolution espagnole » (lettre du 5-8-1939). Et son père, Camillo Berneri, en avril 1937, s'inquiétait de ne pas recevoir régulièrement « L'Internationale ». Ce fut sa dernière lettre.

Ces quelques noms cités, et je pourrais en citer d'autres, prouvent que, face à de grands événements comme ceux que nous avons vécus dans les années 30, une sélection impitoyable s'opère parmi les groupes et les individus et que, malgré une formation idéologique différente, on peut se retrouver côte-à-côte dans une lutte commune. C'est un grand enseignement à ne jamais oublier. Et cela explique pourquoi nous n'étions pas sectaires à l'Union Communiste. L'absence de sectarisme n'empêche nullement la rigueur de pensée et permet des contacts fraternels avec les camarades que nous espérons convaincre.

Ces quelques réflexions m'amènent à présenter maintenant cette Union Communiste, dont la naissance ne fut pas fortuite. En effet, le triomphe du nazisme en Allemagne provoqua un vif désir d'unification dans les groupes nés de la décomposition du mouvement communiste et de l'impuissance des trotskystes à remplir le rôle de rassembleurs. La Ligue trotskyste avait au contraire, de 1929 à 1933, éjecté de ses rangs nombre de groupes et individualités. Sur l'initiative d'un groupe local de la Banlieue Ouest de Paris, une conférence d'unification fut organisée. Après quelques réunions tenues entre avril et juin 1933, cette conférence aboutit à un reclassement et à une unification partielle. Quelques mois après, la Ligue trotskyste, qui avait participé, non sans coups de théâtre, à la conférence, mais était restée indépendante, se scindait une fois de plus, et cette fois moitié-moitié. C'est la moitié exclue qui prit le nom d'Union Communiste, avec « L'Internationale » comme journal. Pudiquement, Craipeau, dans son *Histoire du trotskysme*, parle bien de cette scission moitié-moitié, mais ne donne pas de chiffres. « L'Internationale » n° 1 (novembre 1933) les donne en publiant la Déclaration des 35 exclus

Ainsi donc, la Ligue trotskyste n'avait plus que de 35 à 40 membres après cette scission. On comprend pourquoi Trotsky leur commanda peu après d'entrer dans le parti socialiste. Sitôt née, l'Union Communiste entama des pourparlers avec la Gauche communiste issue de la conférence d'avril-juin. Le 2 décembre se tint l'assemblée d'unification. L'organisation née de cette fusion adopta le nom d'Union Communiste, et « L'Internationale » n° 2 du 16 décembre publia une Déclaration-bulletin de naissance, assez semblable à celle du numéro 1. L'Union Communiste fut très vite mise à l'épreuve des faits. Le 6 février 1934 inaugurait en effet une période riche en événements de portée nationale et internationale. N'oublions pas que le 8 février 1934, la social-démocratie autrichienne fut écrasée.

Il n'est pas question, dans cette préface, de retracer l'évolution de l'Union Communiste face à tous les événements qui suivirent. Je me limiterai à insister sur le caractère évolutif de notre organisation. Évolution nécessaire pour rester des révolutionnaires internationalistes dans cette période de préparation à la seconde guerre impérialiste mondiale et participer aux grandes luttes sociales de l'époque. Un travail théorique s'imposait également que notre engagement dans les luttes ouvrières rendait difficile.

Sur la nature et le rôle contre-révolutionnaire de l'URSS, nous avions au moins dix ans de retard par rapport à nos camarades hollandais (Communistes des Conseils) et à ceux de la gauche allemande. En ce qui concerne l'institutionnalisation et l'intégration des syndicats, à peu près le même retard. Sur le rôle du parti révolutionnaire, idem.

Empiriquement, grâce à la composition sociale de l'U.C. et à la présence parmi nous de militants expérimentés, nous avons fait face. La réflexion théorique suivait. Tout cela explique que des camarades nous abandonnèrent, les uns pour chercher des auditoires chez Doriot en 34-35, d'autres parce que dans l'U.C, ils ne pouvaient pas jouer au « number one », d'autres encore tout simplement parce que notre évolution rapide les effrayait. Départs sur la pointe des pieds ou après discussion, courte et amicale. Quelques années après, très logiquement d'ailleurs, presque tous ces camarades étaient ou dans la gauche socialiste de Pivert ou chez les « staliniens de gauche » du groupe qui éditait « Que Faire ». La situation particulièrement dynamique ouverte par le 6 février 1934 provoqua reclassement et sélection, surtout à l'occasion de la naissance du Front Populaire, saluée par un « placard à la Une » de « L'Internationale » : « Front Populaire égale Front National », placard repris par « Terre Libre », à quelques phrases près (meilleures que les nôtres) et tiré en tract par André Prudhommeaux. Même critique sévère de l'Unité Syndicale. Puis nos articles « Contre toute défense de l'U.R.S.S. » en 35 et début 36. Notre rubrique sur l'évolution contre-révolutionnaire de l'U.R.S.S. aboutissait, face aux faits, et conclusion de notre effort de réflexion théorique, à considérer l'U.R.S.S. comme une puissance impérialiste dont la nature était le capitalisme d'État.

Après cette phase d'évolution rapide, il était vain d'espérer un renforcement en nombre de notre Union Communiste. C'est ce qu'exprimait fort bien notre camarade et ami Gilbert Serret, de l'École Émancipée dans une lettre du 18 mars 1938 :

« ... Oui, les événements vont vite ! Mais n'avions-nous pas prévu cela ?... Et pour résister à la catastrophe nous ne sommes qu'une poignée ! Quelle misère ! Nous serons balayés comme fétus de paille. Mais qu'importe, il faut tenir sur nos positions révolutionnaires et agir comme si nous devions triompher. Toute notre sympathie affectueuse va à toi et aux bons copains de l'Union Communiste, du fond de notre trou de province. »

Nous avons tenu sur nos positions révolutionnaires... jusqu'à septembre 1939... et individuellement après, car si des liaisons furent maintenues pendant la guerre grâce à des camarades femmes, l'Union Communiste n'existait pratiquement plus.

Nous le reconnaissons sans honte, malgré notre effort de réflexion théorique, nous restâmes empêtrés dans nombre de concepts hérités du léninisme. Exemple : le « défaitisme révolutionnaire » qui motive une longue discussion en 1939. Il en est question dans le dernier article de notre Annexe sur l'Espagne. Lénine était un spécialiste des formulations ambiguës du type « centralisme démocratique », « opportunisme révolutionnaire », « soutien critique »... Avec le recul du temps, nous savons ce qui restait de ces slogans, le premier terme évidemment.

Appliquer concrètement le « défaitisme révolutionnaire » dans la situation d'après mai 1937 en Espagne

était insensé, pour de multiples raisons, avant tout parce que mai 1937 avait mis fin à tout espoir révolutionnaire. Certes, après cette épreuve de force décisive, la guerre en Espagne n'était plus qu'un prélude à la 2e guerre mondiale, retardée d'un an par Munich. Mais pour les travailleurs espagnols l'année 1938 fut celle d'un « sauve-qui-peut » rendu possible par la perméabilité d'une partie de la frontière avec la France. L'exode massif de la population catalane et de dizaines de milliers de miliciens fut à peine protégé par des combats d'arrière-garde. Et à l'Union Communiste, nous discutons du « défaitisme révolutionnaire » !

Il me faut aussi parler de nos censeurs. Tout d'abord d'une poignée de jeunes bordiguistes belges qui, dès 1935 et donc avant de publier « Communisme », pratiquaient allègrement le mensonge, la falsification de textes et l'amalgame. Nous leur avons répondu une fois pour toutes dans notre Bulletin intérieur n° 2 de novembre 1935. Ils continuèrent, à propos de l'Espagne dans « Communisme », et furent épaulés par la direction de l'organisation italienne des bordiguistes qui publiait « Bilan », et bien souvent en utilisant les mêmes procédés, indignes de militants révolutionnaires. Notre camarade Laroche, dans son article (de discussion) qui termine l'Annexe à notre chronique de la « révolution espagnole », rappelle la position intenable (négative, comme nous l'écrivait André Prudhommeaux – voir lettre en Annexe) de la direction bordiguiste : « Il n'existe pas de parti révolutionnaire, bordiguiste s'entend), il n'y a donc pas de révolution espagnole ». Signalons que pour éviter une discussion byzantine sur le mot « révolution », nous employions souvent l'expression « mouvement révolutionnaire » dans notre chronique.

Cette position entraîna la direction bordiguiste à condamner ceux de leurs adhérents qui partirent pour l'Espagne et ceux de la région parisienne qui approuvèrent ce départ. Ainsi, la position « a priori » de la direction bordiguiste la conduisit à un monstrueux refus de la solidarité de classe avec les travailleurs espagnols en lutte.

A l'Union Communiste nous ne préconisons pas le départ de camarades pour l'Espagne, mais nous comprenons, et ne condamnons pas, les camarades italiens (donc à demi-apatrides) qui y allèrent, soit pour combattre dans les milices, soit pour travailler dans les usines. Nous considérons que notre rôle était de rester en France pour continuer à combattre notre bourgeoisie, la révolution espagnole ayant d'ailleurs surtout besoin d'armes. Si je suis allé à Barcelone et y ai passé 3 semaines en août-septembre 1936, avec un jeune camarade de l'U.C, ce fut pour y établir de solides liaisons. D'autre part, quelques camarades techniciens spécialisés dans les fabrications d'armements, membres de la Fédération des Ingénieurs et Techniciens, m'avaient demandé de m'informer auprès des responsables de la C.N.T. pour savoir s'ils pouvaient être utiles. Ils étaient prêts à quitter leur emploi en France pour travailler en Catalogne. Je rappelle cette mission, très officieuse étant donné mes responsabilités à la Fédération, parce que j'en parlai à Federica Montseny, qui m'assura que des armes, Blum leur en vendrait ! J'essayai, en vain, de lui expliquer que c'était là une illusion. Le long entretien avec Federica Montseny est resté vivace dans ma mémoire pour une autre raison : au cours de la discussion, elle parla « d'anarchisme d'État » !! Je ne bronchai pas, mais mon jeune camarade en resta pantois et muet jusqu'à la fin de l'entretien. « Anarchisme d'État », vers le 20 août 1936, ça promettait ! Les entretiens avec les camarades de la direction du POU M furent aussi très décevants. Refus d'entreprendre au sein du POUM une discussion sur l'U.R.S.S. (Gor-kin). Nous venions en France de faire l'expérience de l'étranglement des grèves de juin 1936. « Il faut savoir terminer une grève », avait déclaré Thorez, et je dis à Gorkin :

Prenez garde que les communistes russes et espagnols exigent de savoir terminer une révolution. J'aurais pu ajouter : « savoir transformer une guerre civile en guerre impérialiste » ! Au POUM, mêmes illusions que celles de Federica Montseny sur Blum et notamment Pivert et sa

gauche socialiste.

Je ne vis Andres Nin qu'une fois, un soir vers la fin du mois d'août. Réunion à laquelle assistaient une douzaine de personnes, dont les camarades Rosmer et Colette Audry comme Français. Impression désagréable. Cette réunion tenait de la conférence de presse et... de la conversation de salon. Autre impression au sujet de Nin : il était manifestement marqué par les années passées à la direction de l'I.S.R. (Internationale syndicale rouge).

Je reviens aux positions de nos censeurs. Pour eux, la guerre contre Franco était déjà « impérialiste » en 36. Cela alors que les puissances impérialistes étaient d'accord pour étrangler le foyer révolutionnaire espagnol. Ce qu'elles ont toujours fait et continuent à faire chaque fois qu'apparaît un danger révolutionnaire, si peu important soit-il. Rappelons par exemple l'aide unanime aux dirigeants politiques de Ceylan lors de la révolte des étudiants en 1971. Mais nos censeurs de 36 ont des héritiers qui sévissent dans leur journal « Révolution internationale ». Il n'est qu'à lire dans leur numéro d'octobre 78 leur « salut à Alarme » pour s'en convaincre. Le plus curieux est qu'ils parlent de « contre-révolution » en niant qu'il y ait eu au moins un foyer révolutionnaire provoquant cette « contre-révolution ». Ils affirment aussi que le prolétariat espagnol ne s'était pas organisé en « conseils ». Mais qu'étaient donc ces Comités de toutes sortes nés au lendemain du 19 juillet? Les rédacteurs de R.I. ignoraient-ils que c'est le mot « comité » qui traduit le mieux le sens de « conseil ouvrier » en France comme en Espagne ? Le mot « conseil » est le plus souvent, en France, utilisé par la bourgeoisie pour désigner des instances directoriales, juridiques et politiques.

Pour en finir avec leur position « négative » rappelons qu'une organisation révolutionnaire (parti compris) ne peut se forger que dans et grâce à un mouvement révolutionnaire et aux épreuves de force qu'il comporte. Et, en Espagne, ce n'était pas impossible « a priori ». Des révolutionnaires existaient, nous le savions, et ils se manifestèrent notamment au cours des journées de mai 37. Voir notre Chronique. En mai, c'était trop tard assurément, comme nous le craignons. Mais il était de notre devoir de les avoir soutenus. (Voir aussi les extraits de « Frente Libertario » des derniers jours de décembre 36 – « L'Internationale » n° 25 du 5 janvier 1937). Ajoutons que la position de nos censeurs de 1936 provoqua une importante scission dans les rangs des bordiguistes et que beaucoup de ceux de la région parisienne rejoignirent notre Union Communiste et y restèrent jusqu'à la guerre.

Pour terminer cette préface, il me faudrait parler des enseignements qui, avec le recul du temps, compléteraient ceux tirés à chaud, et aussi en 1939. Je me limiterai à deux des plus importants. Le premier concerne le danger bureaucratique. Il avait miné la C.N.T. bien avant 1936. Et le POUM également comme cela ressort des documents de l'extrême-gauche de celui-ci, qui sont publiés en Annexe de notre Chronique.

Si au cours de la lutte et après mai 37, cette bureaucratisation s'accroît, notamment pour la C.N.T., qu'aurait-ce été dans le cas de prise du pouvoir ?! Comme en Russie, sans aucun doute. Des « conseils » seraient-ils préservés de ce fléau ? Il est permis d'en douter. Au niveau le plus bas et en période de lutte, peut-être que oui, si les assemblées de base imposent la révocabilité à tout moment. Faudrait-il encore que ces assemblées de base ne soient pas de grands meetings rendant très difficile une véritable discussion et ouvrant la voie aux manipulations et aux décisions plébiscitaires. Mais après, période de lutte terminée, et les « conseils » devenus les organismes de base d'un pouvoir ouvrier ? Et les « conseils » au second degré (région, branche d'industrie, etc.) ? Toute forme d'organisation qui s'institutionnalise ne risque-t-elle pas d'être gangrenée par le virus bureaucratique ? Même avec une bonne information et une autoéducation des travailleurs ? C'est à la fois un problème

actuel et de demain auquel nous devons sensibiliser nos camarades partout. Si l'on tient compte que la bureaucratie prolifère dans les grands ensembles (économiques, sociaux, politiques) qu'elle a propension à créer et toujours agrandir, le fédéralisme peut apparaître comme un remède, mais le fédéralisme a aussi ses défauts : développement de particularismes et d'inégalités de toutes sortes des organismes de base. Prudence donc en ce qui concerne tout projet concernant les structures d'une nouvelle société tel celui de Castoriadis, repris par « Solidarity », et dont des extraits ont été publiés dans « Front Libertaire ».

Deuxième enseignement de la « révolution espagnole » : il s'agit de la question de l'organisation des révolutionnaires. A l'Union Communiste, nous n'étions pas débarrassés de nombreux concepts léninistes, comme je l'ai écrit plus avant. Entre 1933 et 1936 s'était peu à peu imposée la notion de parti « guide et animateur » des luttes ouvrières, au lieu de parti « dirigeant ». Bien petite étape. Avec le recul du temps et une longue réflexion, ainsi que l'étude des grands mouvements révolutionnaires, j'ai abandonné le concept léninien du « parti seul porteur de la vérité révolutionnaire », et a fortiori, de sa caricature, le groupe ou groupuscule qui s'auto-proclame l'unique « avant-garde révolutionnaire ».

Tout d'abord, un tel parti, groupe ou groupuscule, ne peut représenter que l'héritage du passé (plus ou moins bien assimilé) et cela ne suffit pas pour affronter des situations nouvelles, ne serait-ce que parce que l'ennemi de classe évolue et la classe ouvrière également.

D'autre part, un mouvement révolutionnaire d'envergure saisit le prolétariat tel qu'il est, dans la diversité de son niveau de conscience, conscience de classe et conscience révolutionnaire, surtout lorsque la classe ouvrière n'a pas l'initiative du déclenchement des épreuves de force, ce qui est presque toujours le cas. Constatation encore plus vraie s'il s'agit d'un parti, si influent soit-il. Le blanquisme ne peut mener qu'aux aventures ou à pire, comme ce fut le cas pour le parti bolchevik. La diversité dont nous venons de parler explique aussi que les comités, nés en juillet 36 en Espagne, aient été créés sur des bases très différentes, bien que se rapprochant du modèle des Comités d'alliance ouvrière de l'insurrection asturienne de 1934. Ce que n'ont pas compris nos censeurs de 36 et leurs héritiers qui imputent aux « Conseils » la vertu magique de naître purs et sans bavures. Conception théorique sans lien avec la réalité et la dynamique d'un mouvement révolutionnaire. En outre, actuellement, dans l'état de décomposition du mouvement communiste et anarchiste, les révolutionnaires sont peu nombreux et très dispersés. Peu nombreux parce qu'il faut exclure toutes les petites ou grandes organisations se réclamant du léninisme... et donc du capitalisme bureaucratique d'État. Très divisés, malgré les progrès d'une tendance internationale, vers un communisme (ou socialisme) libertaire.

Enfin, parce que la notion du parti (groupe ou groupuscule) seul porteur de la « vérité » révolutionnaire contient en germe le totalitarisme.

Actuellement, comme déjà en 36, on ne peut compter que sur la dynamique des luttes ouvrières, et notamment dans une période de « double pouvoir », pour que s'opère cette sélection impitoyable dont j'ai parlé au début de cette Préface, et cela grâce au brassage et aux discussions au sein de la classe ouvrière.

C'est dans la période de « double pouvoir » ou pour le moins dans la période d'exacerbation de la lutte des classes, comportant de nombreuses épreuves de force, jusqu'à celle qui sera décisive (rien à voir donc avec le « Grand soir ») qu'a lieu ce qu'on a appelé la « radicalisation » de la conscience de classe du travailleur. Et, au sein de la classe, et pas du dehors de celle-ci, la mise à l'épreuve des tendances et des organisations révolutionnaires.

C'est ce qui s'est produit en Espagne 1936, trop lentement, et face à des forces contre-révolutionnaires nationales et internationales trop puissantes. De ce point de vue, l'étude des journées de mai 37 est précieuse. Quels étaient les combattants ? Nous avons, dans notre Chronique des éléments de réponse, en tout cas suffisants pour amorcer une discussion, utile pour la lutte actuelle en Espagne.

Beaucoup d'années ont passé depuis 36-37, et bien des illusions devraient être dissipées, malgré la virginité politique de presque deux générations de travailleurs, et le peu d'anciens ayant tiré les enseignements de la « révolution ». Illusions, tenaces en 36, sur le rôle (contre-révolutionnaire) de l'U.R.S.S. et des partis « communistes », le rôle non moins contre-révolutionnaire des partis « socialistes », des syndicats institutionnalisés et intégrés au régime capitaliste, sans oublier tous les pièges de la « démocratie bourgeoise »... et du séparatisme (catalan, basque, etc.) comme réaction au centralisme franquiste.

Enfin, n'ayons pas trop d'illusions sur le contexte international, guère différent de ce qu'il était en 1936, malgré le grand nombre de grèves sauvages, dures, longues, contre la politique « d'austérité » à sens unique du patronat des pays industrialisés.

H.Chazé novembre 1978

Note introductive à Espagne 1936-1937: la guerre dévore la révolution

(D. Guérin, 1986)

J'avais lu et admiré, dès sa parution au début de 1939, à Paris, le livre qui est réédité aujourd'hui. Il s'appelait alors *Espagne: creuset politique* et il était signé d'un pseudonyme: Henri Rabasseire. Pseudonyme rendu nécessaire pour des raisons de sécurité, car l'auteur, un intellectuel allemand réfugié en France en 1933 pour échapper au national-socialisme, de son vrai nom Henri Paechter, craignait pour ses parents demeurés en Allemagne.

Le livre, après avoir consacré un bref rappel à la première révolution, celle de 1931, qui remplaça la monarchie par une «république sans révolutionnaires, une monarchie sans le monarque», traite de l'authentique révolution, celle qui riposta en juillet 1936 au putsch franquiste. Il s'arrête au lendemain des journées tragiques de Barcelone, en mai 1937, date où à la guerre civile révolutionnaire succéda la guerre internationale «en laquelle», selon l'auteur, la guerre civile a dégénéré». Dès lors, Henri Paechter s'applique à démontrer comment *la guerre dévora la révolution*. Leit-motiv qui fournit son titre au dernier chapitre de l'ouvrage et que le présent éditeur, en accord avec la veuve d'Henri Paechter, s'est permis de substituer à l'ancien titre, estimé aujourd'hui imprécis et inadéquat.

L'originalité de cette thèse, à l'époque où elle fut soutenue, me frappa vivement. Je devais d'ailleurs, plus tard, la réadapter dans les deux tomes de mon ouvrage *La Lutte de classes sous la Première République* (1946, refondu en 1968). J'y exposai avec preuves à l'appui comment la guerre de défense révolutionnaire qui battit son plein en 1793 se trouva dévorée par une guerre classique, d'essence et de composition bourgeoise, une guerre non plus de défense révolutionnaire mais d'expansion extérieure, menée non plus par des militaires plébéiens mais par de futurs maréchaux d'Empire, et dont les victoires seront des défaites pour la révolution sans-culotte.

C'est déjà dans cette optique que je consacrai une émission radiodiffusée au livre de Rabasseire-Paechter, le 15 avril 1939. Commentant l'analyse de l'auteur, je soutins que ce fut surtout la nécessité devant laquelle se trouva bientôt engagée la République de mener une véritable guerre qui précipita la résurrection du vieil État. Faute d'avoir poussé la révolution jusqu'au bout en laissant se développer les collectivisations industrielles et agricoles, «le gouvernement républicain laisse l'initiative passer du côté des insurgés et désormais il doit subir la véritable guerre que lui impose Franco (...) L'esprit de la révolution était presque incompatible avec l'organisation militaire (...) Le mythe de la victoire se substitua à la volonté révolutionnaire».

Au cours d'un long séjour aux États-Unis, en 1947-1948, j'eus la chance de renouer avec Paechter, devenu universitaire américain, si bien qu'il me fut possible, après son décès en 1980, de correspondre avec sa veuve et de la mettre en rapport avec mes amis des *Cahiers Spartacus*.

Daniel Guérin

Les collectivisations espagnoles

(Wildcat, 1987)

Traduction d'un article qui est paru en 1987 en anglais, dans le numéro 9 de *Wildcat*, journal publié à Manchester, Angleterre. Cette traduction est parue dans *Socialisme mondial* N°30.

Les collectivisations espagnoles



On a marqué en 1986 le cinquantième anniversaire de la guerre civile espagnole. En juillet 1936 le général Franco mena un coup fasciste contre le gouvernement républicain de gauche. A travers une moitié de l'Espagne la rébellion fut bloquée par la résistance armée de paysans et de travailleurs. Il s'ensuivit trois années de guerre civile qui se terminèrent finalement par une victoire fasciste. Ce fut le début d'une longue dictature de droite qui dura jusqu'à la mort de Franco en 1975.

L'anarchisme et la « révolution » espagnole

A l'époque de la guerre civile, une idée populaire parmi les travailleurs et paysans espagnols était que chaque usine, chaque exploitation agricole, etc. devraient être possédées collectivement par ses travailleurs et que ces « collectivités » devraient être reliées entre elles selon le principe fédéraliste, c'est-à-dire sans autorité centrale supérieure. Les anarchistes avaient propagé cette idée pendant plus de 50 ans en Espagne, et quand la guerre civile commença, les paysans et les travailleurs qui habitaient dans les parties du pays qui n'étaient pas tout de suite tombées sous le contrôle fasciste saisirent l'occasion de réaliser cet idéal anarchiste. Depuis lors, les anarchistes considèrent la « révolution » espagnole comme étant le plus bel accomplissement de l'histoire du mouvement révolutionnaire— le plus près le capitalisme s'est approché de son renversement total et son remplacement par une forme de société complètement différente.

Le capitalisme autogéré

En général on a considéré la « révolution » à la campagne espagnole supérieure à la « révolution » dans les villes. Ainsi l'historien anarchiste et témoin oculaire des événements en question, Gaston Leval, a décrit (dans un jugement partagé par *Wildcat*) les collectivités industrielles comme étant tout simplement une autre forme de capitalisme géré par les travailleurs eux-mêmes :

« Dans chaque entreprise, les travailleurs ont pris le contrôle de l'usine ou de l'atelier, des machines, des matières premières, et profitant de la continuation du système monétaire et des relations commerciales normales capitalistes ont organisé la production à leurs propres comptes vendant pour leur propre bénéfice le produit de leur travail ».

Là où nous sommes en désaccord avec Leval, c'est quand il maintient que la collectivisation rurale

représentait une « socialisation authentique » ou selon l'expression populaire d'alors « le communisme libertaire ».

L'organisation des collectivités rurales

Voici le déroulement typique des événements dans les villages paysans : une fois réprimée localement la rébellion fasciste, les habitants du village se réunissaient en masse. Les militants anarchistes prenaient l'initiative en proposant le mode d'action. Chacun était invité à mettre en commun terres, bétail, outils dans la collectivité : « le concept de *à toi* et *à moi* n'existera plus. Tout appartiendra à chacun ». Les biens appartenant aux propriétaires terriens fascistes et à l'Église étaient également expropriés et mis à la disposition de la collectivité. Le travail était partagé en groupes de 10 ou 15 personnes et cordonné par des réunions de délégués désignés par chaque groupe.

L'accès libre

Quelques collectivités distribuèrent leurs produits sur le principe communiste de l'accès libre : « a chacun selon ses besoins ». Un résident de Magdalena de Pulpis expliquait ainsi le système de son village :

« Tout le monde travaille et a le droit de prendre ce dont il a besoin gratuitement. On va simplement au magasin où les provisions et les autres articles d'usage commun sont fournis. Tout est distribué gratuitement, il faut seulement indiquer ce qu'on a pris ».

Pour la première fois depuis leur existence ces gens pourraient prendre tout ce dont ils avaient besoin, et c'est ce qu'ils faisaient sans abuser de l'accès libre par l'avarice ou la glotonnerie. Une autre témoin des collectivités, Augustin Souchy décrit la situation à Munissa :

« La boulangerie est ouverte. Tout le monde peut venir se servir de tout le pain dont il a besoin.

– Mais n'y-a-t-il des abus ?

-Non, répond le vieil homme qui donne le pain ; chacun prend autant de pain dont il a vraiment besoin.

Le vin est également distribué librement, pas rationné.

-Est-ce qu'il y en a pas qui se saoulent ?

– Jusqu'à présent il n'y a pas eu un seul cas d'ivresse ».

Le système salarial

La distribution des biens selon le principe communiste (« accès libre ») n'était pas cependant la norme. Dans la majorité des collectivités le niveau de consommation n'était pas gouverné par les besoins et désirs des gens librement déterminés par eux-mêmes mais, comme sous le capitalisme, par leur portemonnaie. On pouvait seulement prendre les produits en abondance, tous les autres devant être achetés avec le salaire payé par les collectivités.

Le salaire familial et l'oppression des femmes

Le salaire familial— qui oppresse les femmes en les rendant économiquement dépendantes du maître de famille— était adopté par la plupart des collectivités. Chaque membre du sexe masculin recevait tant de salaire par jour pour lui-même et plus une somme inférieure pour sa femme et chaque enfant. Pour les femmes, la « révolution » espagnole n'aurait pas pu être moins révolutionnaire. Elle ne mit pas en question la famille en tant qu'unité économique ni la division sexuelle de travail entre hommes et femmes. « Il est onze heures du matin. On sonne le gong. C'est la messe ? Non, c'est pour rappeler aux femmes qu'il est temps de préparer le repas de midi ». On continue à considérer les femmes comme étant socialement inférieures et on désapprouva celles qui rejoignaient par exemple les hommes dans les

cafés pour boire après le travail.

La prolifération de l'argent

Le salaire familial n'était pas payé en général avec la devise nationale, la plupart des collectivités l'abandonnèrent pour l'utilisation interne. A sa place les collectivités substituèrent d'autres moyens d'échange, mettant en circulation leur propre monnaie locale sous la forme de bons, de cartes de ravitaillement, de certificats, de coupons, etc. Loin d'être aboli, comme il serait le cas dans une révolution communiste, l'argent se multiplia plus que jamais pendant la « révolution » espagnole. Mais la création de littéralement centaines de monnaies créa vite des problèmes. Quelques collectivités subvenaient à leurs propres besoins, mais le commerce entre les collectivités fut vite entravé par le manque d'une monnaie universellement reconnue. En 1937, la Fédération des collectivités paysannes d'Aragon eut à réintroduire une monnaie commune sous la forme d'une carte de ravitaillement uniforme pour toutes les collectivités d'Aragon. Ainsi elle établit sa propre banque— administré/par le syndicat des employés de banque bien entendu.

L'échange des biens

On n'utilisait pas l'argent pour effectuer mes transactions entre collectivités. On établit des entrepôts centraux où les collectivités pouvaient échanger entre elles leurs produits excédentaires contre ceux qui leur faisaient défaut. Sous ce système on n'utilisait que rarement les espèces sonnantes. Mais, c'était bien la valeur monétaire qui déterminait les proportions relatives selon lesquelles les produits étaient échangés. Par exemple, le nombre de sacs de farine qu'une collectivité pouvait obtenir contre une tonne de pommes de terre était calculé selon la valeur monétaire des deux produits. Tout comme sous le capitalisme « les prix étaient basés sur le coût des matières, le travail effectué, les frais généraux et les ressources de la collectivité ».

Ce n'était pas là un système communiste de production pour l'usage et de distribution selon les besoins, mais un système capitaliste d'entreprises rivales échangeant leurs produits selon la valeur d'échange de ceux-ci. Une collectivité avait beau avoir besoin de certains produits, elle ne pouvait pourtant pas les obtenir avant d'avoir produit suffisamment d'autres produits pour échange contre eux, puisqu'elle n'avait pas le droit de retirer une somme de produits d'une valeur supérieure à celle de ceux déposés. Ceci entraîna de graves privations dans les collectivités les moins prospères.

La concurrence marchande

En plus du commerce entre elles, les collectivités durent trouver des marchés pour leurs produits et faire face à la concurrence avec des entreprises non-collectivisées. Une des conséquences d'un tel système à toujours été que les produits qui ne peuvent être vendus à un profit finissent par être stockés ou bien détruits alors qu'en même temps des gens doivent se passer de ces produits tout simplement parce qu'ils n'ont pas les moyens de les acheter. Les conséquences du mode opératoire capitaliste des collectivités espagnoles se conformèrent à ce modèle ; c'est ainsi que « les entreprises appartenant au SICEP (Syndicat de l'Industrie de la Chaussure d'Elda et Pétre) à Elda, Valencia et Barcelone, ainsi qu'à ses usines étaient pleines de produits invendus estimés à 10 millions de pesetas ». Dans une société communiste de tels spectacles seraient éradiqués à jamais ; on produirait non pas pour vendre pour faire profit, mais directement pour satisfaire les besoins des gens.

La fin des collectivités

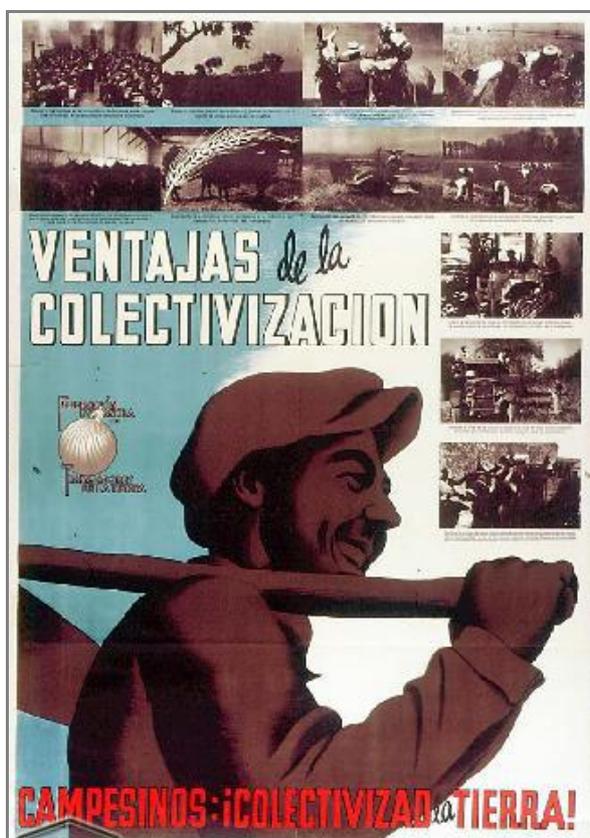
Les collectivités espagnoles furent détruites par les antifascistes qui se battaient entre eux et par la victoire fasciste elle-même. On peut cependant se demander dans quelles directions elles auraient évolué

si elles avaient survécu à la guerre civile. Selon nous, leur nature capitaliste serait devenue de plus en plus évidente.

Dans l'économie capitaliste la concurrence pour les marchés oblige chaque entreprise à produire aussi bon marché que possible de façon à vendre moins cher que ses rivaux. Les collectivités espagnoles qui faisaient des transactions commerciales entre elles et étaient en concurrence avec des entreprises non-collectivisées auraient dû faire face aux mêmes pressions. Un des moyens selon lequel les entreprises capitalistes essaient de faire baisser le prix de leurs produits est d'augmenter l'exploitation de leur main-d'œuvre soit en baissant les salaires, soit en augmentant l'intensité ou la longueur du travail. Si cette méthode est appliquée dans les entreprises gérées par un patron ou par l'État, les travailleurs peuvent identifier leur ennemi et lutter contre leur exploitation. Mais cette réaction est moins probable là où la main-d'œuvre entière est propriétaire et gérante de l'entreprise comme c'était le cas des collectivités espagnoles. La main d'œuvre a alors des intérêts acquis dans la profitabilité du capital qu'elle possède collectivement. Elle s'identifie avec sa propre exploitation et même l'organise de plein gré, car elle doit faire marcher les affaires.

La fin de l'anarchisme

Dans la mesure où les anarchistes aujourd'hui soutiennent le type de capitalisme autogéré établi dans les collectivités espagnoles, nous devons nous opposer à l'anarchisme aussi fermement qu'à toute autre idéologie soutenant le capitalisme. En effet, du point de vue des besoins des travailleurs, le capitalisme autogéré ne mène à rien ; il est tout aussi réactionnaire que le capitalisme privé et le capitalisme d'État. La société communiste pour laquelle nous luttons ne peut être établie que par la destruction totale de toute forme de propriété, de l'argent, des salaires et des marchés, quelle que soit la forme qu'ils prennent.



Également disponible gratuitement en ligne :

Le message révolutionnaire des Amis de Durruti : Espagne 1937

(Fontenis, 1983)

<http://bataillesocialiste.files.wordpress.com/2014/05/message-amigos.pdf>

Les journées de mai 1937 à Barcelone

(J. Rebull, P.Mattick, A. Nin)

<http://bsstock.files.wordpress.com/2014/03/journees-barcelone.pdf>

Au secours de l'Espagne socialiste

(1936)

<http://bataillesocialiste.files.wordpress.com/2014/03/ausecours.pdf>

